

Econostrum – avril 2021

La nouvelle gouvernance libyenne : Une équation à plusieurs inconnus

Série spéciale : "Vers une nouvelle Libye ?" Partie 1 sur 6

Après la chaos de deux guerres civiles, la première pour destituer Mouammar Kadhafi, la seconde pour la suprématie sur le pays engagée par l'homme fort de l'Est Khalifa Haftar contre le légitime président et Premier ministre Fayez al-Sarraj soutenu par l'Onu, la Libye dispose désormais d'une nouvelle gouvernance provisoire chargée d'organiser de futures élections nationales dès décembre 2021.



Le Forum de dialogue politique libyen planche sur l'avenir de la Libye (photo : ONU/Violaine Martin)

LIBYE. La Libye est entrée dans une nouvelle ère depuis que Fayez Al-Sarraj, président du Conseil présidentiel et Premier ministre depuis décembre 2015, et son opposant Khalifa Haftar ont finalement décidé de jeter l'éponge. Le 23 octobre 2020, ils [signaient un cessez-le-feu](#) marquant la fin de la [seconde guerre civile libyenne](#). Leurs échecs patents à diriger le pays

- le premier l'a tenté en se drapant d'une légitimité onusienne et le second en faisant le choix d'une conquête armée -, et leurs retraits (provisaires ?), ont permis l'[émergence du Forum de dialogue politique libyen](#) (LPDF).

Instaurée fin 2020 sous l'égide de l'Onu (via la Mission d'appui des Nations unies en Libye - UNSMIL), cette instance rassemble les différentes parties au conflit. Ce qui constitue déjà une prouesse en soi. Ses soixante-quinze membres - tous se sont déclarés inéligibles aux postes politiques durant toute la période de transition - ont désigné, le 5 février 2021 à Genève, un gouvernement de transition, dans l'attente des futures élections nationales. Mohamed Menfin devient chef du Conseil présidentiel libyen (composé de trois membres) et Abdel Hamid Dbeibah, Premier ministre. Un vote de confiance de la Chambre des représentants, le 10 mars 2021 à Syrte (après trois jours de discussions), a entériné cette décision, permettant au deux hommes de prendre officiellement les commandes le 13 mars 2021.

Le président Mohamed Menfin représente la Cyrénaïque et ses deux vice-présidents, Moussa al-Koni et Abdullah Hussein Al-Hafi, respectivement le Fezzan et la Tripolitaine. Le Premier ministre Abdel Hamid Dbeibah (61 ans) est né à Misrata (Tripolitaine). Passer de deux gouvernances rivales (une à l'Ouest et l'autre à l'Est) à un seul exécutif reflétant les diversités du pays, apparaît déjà comme une première victoire. Les ingrédients de la réunification de la Libye sont désormais là. Reste à savoir si la mayonnaise va monter.

Petit à petit, aidés de vingt-six ministres et six ministres d'État - dont deux régaliens attribués à des femmes : Affaires étrangères et Justice (une première) -, tous vont devoir essayer de panser et de refermer les plaies encore purulentes qui minent ce pays de 1,7 million de km².

"Depuis que j'ai pris mes responsabilités au début du mois de février, une succession de réalisations des parties prenantes libyennes a montré que des divisions autrefois apparemment insurmontables peuvent être surmontées avec une volonté politique déterminée et une réceptivité aux demandes et aux aspirations du peuple libyen", se félicitait, fin mars 2021, Ján Kubiš, [nouveau chef de la Mission de soutien des Nations unies en Libye](#) (Manul) qui compte 112 permanents répartis entre Tripoli et à Benghazi.

L'UE soutient le nouveau Premier ministre



Le nouveau Premier ministre Abdel Hamid Dbeibah a pour lourde tâche de préparer les futures élections nationales (photo : DR)

Cet équilibre reste fragile, comme le constate Christian Graeff, , ambassadeur de France en Libye de 1982 à 1985, dans l'[entretien exclusif accordé à econostrum.info](#) : "La désignation de M. Dbeibah est déjà torpillée par les rumeurs concernant des 'arrangements' qui seraient intervenus entre lui et les deux grands parrains de la Libye : la Russie et la Turquie." Des experts de l'Onu accusent également le tout nouveau Premier ministre d'avoir corrompu des délégués du LPDF via son cousin (Ali al-Dbeibeh). Ce riche homme d'affaires, membre du Forum, aurait poussé la fibre familiale jusqu'à verser des subsides à ces coreligionnaires pour favoriser la nomination d'Abdel Hamid Dbeibah.

Alain Chouet, ancien officier des renseignements français (1972 à 2007 à la DGSE où il occupa le poste de chef de service du renseignement de sécurité), se montre plus sévère : "ce n'est pas une vraie gouvernance, juste une fausse représentativité avec des personnes toutes du même avis."

Ancien proche de Kadhafi - il dirigeait notamment la Compagnie libyenne d'investissement et de développement - Lidco - et de la Turquie, l'ingénieur-homme d'affaires Abdel Hamid Dbeibah dispose pour l'instant de la confiance des Européens, du Royaume-Uni et des États-Unis. Leurs ministres des Affaires étrangères respectifs ont ainsi salué le 11 mars 2021, dans un communiqué commun, "le vote de confiance accordé, à l'écrasante majorité des membres de la Chambre des représentants réunie à Syrte du 8 au 10 mars, au gouvernement formé par le Premier ministre désigné, Abdel Hamid Dbeibah, qui fera office de gouvernement d'unité nationale provisoire. Nous rendons hommage au peuple libyen pour sa détermination à rétablir l'unité de son pays. Nous félicitons tous les acteurs libyens d'avoir facilité le vote de cette institution qui représente la voix du peuple libyen et d'y avoir pris part de manière constructive".

Mieux, Jean-Yves Le Drian, ministre français des Affaires étrangères et ses homologues allemand (Heiko Maas) et italien (Luigi Di Maio) se sont rendus à Tripoli, le 25 mars 2021, pour le rencontrer. "La Libye constitue notre voisinage immédiat et nous ne pouvons détourner les regards sur les conséquences que peut avoir la crise libyenne en Europe, en matière de sécurité, en matière de terrorisme, et en matière de migrations. Et de la même manière, la stabilité de la Libye est une des clés de la sécurité du Sahel, de l'Afrique du Nord et de la Méditerranée", déclaraient-ils d'une même voix.

La chimère d'élections nationales fin décembre



"Les événements de ces cinq dernières années ont montré combien étaient fragiles les accords", souligne Jean-François Coustillière (photo : F.Dubessy),

Titulaire d'un Master en planification et techniques du bâtiment de l'université de Toronto au Canada, Abdel Hamid Dbeibah va devoir poser les fondations de la réunification de son pays, et de ses institutions en dix mois. Le temps de son intérim. Architecte de la nouvelle Libye, il entend notamment créer un ministère pour la Réconciliation nationale. Un chantier semé d'embûches avec une unique perspective : organiser simultanément une élection présidentielle et des législatives programmées fin décembre 2021.

Mercredi 7 avril 2021 à Tunis, Ján Kubiš insistait dans son discours d'ouverture d'une réunion du Comité juridique du LPDF composé de dix-sept membres, sur l'engagement de l'USMIL à "soutenir pleinement la tenue d'élections nationales le 24 décembre 2021, conformément à la feuille de route de la LPDF et à la demande écrasante du peuple libyen. Il est grand temps que les institutions constitutionnelles concernées établissent un cadre constitutionnel et électoral dès que possible pour permettre la tenue des élections." Pas dupe, quelques jours avant, fin mars 2021, le chef de la Manul affirmait toutefois, "alors que nous réfléchissons à la meilleure manière d'aider la nouvelle autorité exécutive intérimaire à faire progresser ses

priorités, nous devons garder à l'esprit les écueils qui nous attendent, en particulier ceux qui visent à retarder ou à entraver la voie vers les élections de décembre."

Parmi tous les experts interrogés par econostrum.info, aucun ne croit cependant au Père-Noël. *"Optimiste de tempérament, je ne le suis pas en ce qui concerne la réussite du Forum de dialogue libyen et la tenue d'élections nationales libres avant la fin de l'année"*, confie Christian Graeff. *"Même si les élections se tenaient, cela ne préjuge pas que leur résultat sera durablement accepté par tous"*, note, peu confiant, Henry Marty-Gauquié, directeur honoraire de la Banque européenne d'investissement (BEI) et membre du groupe d'analyse JFC Conseil. *"Quelle organisation ? Et sous contrôle de qui ?"*, soulève Alain Chouet mettant en avant son *"expérience de quarante-six ans de pays arabes"* et ne croyant pas en une démocratie soudaine. *"Les Occidentaux abordent la Libye comme s'il s'agissait de l'Écosse ou de l'Irlande. Non ! Ça ne marche pas comme ça"*, lance-t-il.

"Tout semble réuni pour le succès attendu de la démarche. Reste à savoir quelles seront les relations entre ces diverses personnalités quand il conviendra de résoudre les questions sensibles et surtout de lutter contre la corruption. Les événements de ces cinq dernières années ont montré combien étaient fragiles les accords, institutions et autres engagements souvent victimes de la reprise des violences", modère le contre-amiral (2S) Jean-François Coustillière, membre du groupe d'analyse JFC sur les questions de relations internationales en Méditerranée. Avant de conclure toutefois, *"alors, affirmer que l'échéance d'élections nationales libres avant la fin de l'année sera respectée me paraît particulièrement incertain. Il n'est pourtant pas interdit d'espérer ..."*

Durant dix ans de guerre civile, les protagonistes n'ont cessé de jeter du sel sur les plaies, élargissant les divisions jusqu'à faire craindre une partition du pays. La cicatrisation prendra donc du temps. *"Pour prétendre à l'unification, il faudrait mettre les tribus d'accord sur un partage de la richesse (inégalement répartie: le pétrole à l'est, le commerce à l'ouest, et des réserves à exploiter au sud) et construire une identité nationale commune"*, souligne Henry Marty-Gauquié. Il suggère de *"créer un pacte tribal pour fédérer les populations des trois régions."*

Le pays qui n'existait pas



Pour Alain Chouet, la Libye est "une invention des temps modernes, une création de Kadhafi." (photo : archives personnelles Alain Chouet)DR)

Historiquement, les frontières intérieures de la Libye n'ont jamais été vraiment stables. *"La Libye est un pays complexe situé au croisement entre Maghreb, Machrek et Afrique. Elle est constituée de trois sous-ensembles la Cyrénaïque, la Tripolitaine, et le Fezzan. Mouammar Khadafi a entretenu l'équilibre de ce pays en jouant entre les diverses forces politiques, claniques et féodales, au premier rang desquelles les tribus. Usant pour cela de la redistribution des profits de la rente pétrolière, de la violence et du clientélisme, le 'Guide' a néanmoins vu son pouvoir s'affaiblir jusqu'à sa disparition",* souligne Jean-François Coustillière.

"La Libye, ça n'existe pas ! Il s'agit seulement de trois provinces, chacune peuplée de clans et tribus rivaux. C'est une invention des temps modernes, une création de Kadhafi qui ne lui a pas survécu", résume Alain Chouet. Les quarante-deux ans de pouvoir sans partage du "Guide" n'auraient ainsi que donné l'illusion que la Libye n'était qu'une. *"La Libye ne fut un territoire unifié que pendant l'antiquité grecque (conquête phénicienne) et romaine (Septime Sévère)",* rappelle Henry Marty-Gauquié. Pour le directeur honoraire de la BEI, elle constitue donc *"une création artificielle, conséquence de l'aventure coloniale de Mussolini et des séquelles des combats de la seconde guerre mondiale. Cette dimension géographique n'a pas d'écho dans l'opinion populaire, ni auprès des chefs de tribu des trois provinces."*

Le Conseil national de transition (CNT), destiné à préparer l'après Kadhafi ([lynché le 20 octobre 2011 à Syrte](#)) a pris le relai en pleine guerre civile, avec la bénédiction, et la reconnaissance, de la France. Il aurait pu poser les bases d'une nation, mais n'aura vécu qu'un an et demi (fin février 2011 à début août 2012). *"La chute de Kadhafi aurait pu fournir l'occasion de construire cette unité, mais elle a été ratée par un processus de transition tronqué pour afficher des résultats rapides, et trop politisé. Ceci a rendu impossible la sédimentation des volontés d'unité. Bref, rien de durable n'a été fait..."*, regrette Henry Marty-Gauquié.

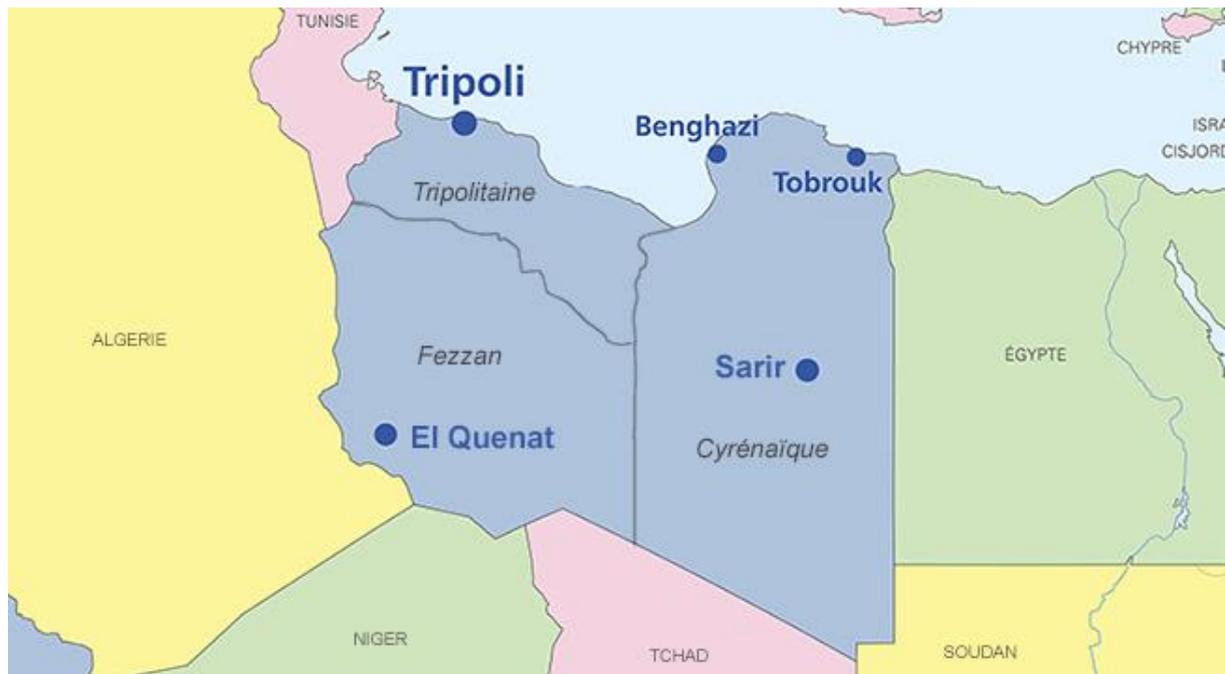


Henry Marty-Gauquié suggère de "créer un pacte tribal pour fédérer les populations des trois régions." (photo : F.Dubessy)

Les tâches (prioritaires) du nouvel exécutif libyen et les taches (indélébiles) des précédents

Série spéciale "Vers une nouvelle Libye ?" Partie 2 sur 5

Qui dirigera la Libye de demain ? Aujourd'hui, aucun nom ne se détache, sinon ceux des anciens prétendants : Favez al-Sarraj, Khalifa Haftar et Saïf el Islam Kadhafi. L'analyse de leurs candidatures par les experts d'econostrum.info les disqualifient tous au titre de leurs errements passés.



Un pays morcelé à la recherche d'un nouveau guide pour réaliser son unité (carte : econostrum.info)

LIBYE. Lundi 5 avril 2021, [le nouvel exécutif libyen](#) créait une commission de réconciliation nationale avec comme objectif de rétablir la paix sociale. Pour stabiliser et réunifier le pays, le Président et le Premier ministre de transition fraîchement nommés vont devoir relever pas moins de cinq défis : réussir à constituer un gouvernement d'unité nationale (donc réunifier les institutions), retrouver une indépendance, éradiquer le terrorisme, résoudre le problème des migrations, relancer l'économie. Sans la résolution des deux premiers points, les autres challenges resteront voués à l'échec.

Les "intérimaires" au pouvoir devront céder les clefs du pays à leurs successeurs désignés par les urnes, avec un trousseau plus ou moins bien fourni. Ce gouvernement reconnu par tous s'engagera alors sur la durée. *"Parmi les priorités de cette reconstruction je mettrais tout ce que la communauté internationale n'avait pas fait après la [disparition de Kadhafi](#)"* souligne Bernard Valero. Et le ministre plénipotentiaire honoraire, ex-ambassadeur de France et tout juste retraité de son poste de directeur général de l'Avitem (Agence des villes et territoires méditerranéens durables) de préciser : *"la gouvernance, c'est-à-dire une administration publique, la surveillance des frontières, la fiscalité (qui ne soit pas seulement la gestion de la rente pétrolière), des forces de sécurité unifiées et professionnalisées."*

Les futurs dirigeants libyens ne pourront prétendre régler les problèmes sans exercer leur autorité sur la totalité du pays. Ce qui signifie être réellement indépendants dans leurs choix. "À terme, la priorité doit être donné au départ de toutes les forces et des mercenaires étrangers présents en Libye", indiquait récemment un communiqué des ministres français, italien et allemand des Affaires étrangères, suite à leur visite sur place. "C'est indispensable pour que

ce pays retrouve sa souveraineté et son unité. C'est à ces deux conditions que la Libye pourra enfin tourner la page de ces trop longues années de crise qui ont divisé le pays et qui ont durement éprouvé sa population. Il y a, pour la première fois depuis longtemps, une fenêtre d'opportunités, et nous sommes venus tous les trois soutenir les autorités libyennes pour qu'elles puissent y parvenir".

Fin mars 2021, un rapport de l'Onu sur la Libye estimait à environ 1 200 les seuls mercenaires de l'entreprise militaire russe privée Wagner. Sans compter les Tchadiens, les Soudanais et les Syriens ainsi que les armées étrangères (notamment celle turque).

Un fauteuil pour trois



Khalifa Haftar est dépeint comme un homme de trahisons (photo : DR)

"La Libye a incontestablement besoin d'une personne forte, à même de bâtir et de tenir des institutions fortes, mais sans pour autant être un nouveau dictateur", soutient Barah Mikail, fondateur-directeur de Stractegia et directeur du programme de sciences politiques et de relations internationales à l'université Saint-Louis – Campus de Madrid. Reste à savoir qui aura les épaules assez solides pour endosser ce rôle d'unificateur de la Libye.

Pour Henry Marty-Gauquié, directeur honoraire de la Banque européenne d'investissement (BEI) et membre du groupe d'analyse JFC Conseil, "*seul le général Haftar pourrait prétendre au titre d' 'homme fort' . Mais, à mon sens, il n'a qu'une légitimité inconsistante dans l'opinion libyenne et parmi les chefs de tribus. Il a trop trahi et s'est trop rallié à différents soutiens (Kadhafi, Soudan, USA, Arabie, Russie, dans une moindre mesure France etc...) pour être perçu comme une porte de sortie pour le pays.*" Christian Graeff, ancien ambassadeur de France en Libye (1982-1985), se veut encore plus direct : "*Haftar est un traître né : après avoir trahi son maître Kadhafi, il a trahi les Américains qui lui avaient donné mission d'éliminer physiquement le Guide de la Révolution.*"

"Khalifa Haftar est un soldat manifestement convaincu que la solution viendra de l'emploi de la force. Formé en Russie, compagnon de Mouammar Khadafi avant de s'opposer à ce dernier, exilé aux États-Unis, soutenus par les islamistes, puis combattant Al Qaïda avec le soutien des États-Unis et des Émirats, il s'est [présenté comme un acteur anti-terrorisme](#), rôle pour lequel il envisageait de collaborer avec la Russie et les États-Unis. À ce titre il était apprécié comme un éventuel recours fort pour une Libye réconciliée", rappelle le vice-amiral Jean-François Coustillière, membre du groupe d'analyse JFC sur les questions de relations internationales en Méditerranée.

D'ailleurs, [en juillet 2017](#), une réunion inter libyenne, sous l'égide du gouvernement français, s'est tenue au château de La Celle, en présence du président de la République, Emmanuel Macron. Elle s'est conclue par la [signature d'un accord](#) entre Fayez el-Sarraj et le maréchal Haftar qui s'engageaient à un cessez-le-feu en Libye. "Fin 2017, Haftar retourne la situation politique à son avantage, ses forces contrôlant une grande partie du pays, au détriment du gouvernement d'entente nationale et affirme sa capacité à diriger le pays. Il a ainsi montré son manque de fiabilité et sa propension à changer d'alliances. Il reste un homme de coups d'état et d'actions de force", insiste le vice-amiral.

Le nom de Khalifa Haftar ne suscite aucun enthousiasme non plus du côté d'Alain Chouet : "On se servait de lui pour embêter Kadhafi, c'est une marionnette qui ressortait au moment voulu. Son seul intérêt est de fédérer une partie des tribus de la Cyrénaïque contre celles de la Tripolitaine. Pour moi, il n'a pas d'avenir, car personne ne va miser sur lui." L'ancien officier des renseignements français (1972 à 2007 à la DGSE où il occupa le poste de chef de service du renseignement de sécurité) met aussi en avant l'âge de Khalifa Haftar : soixante-dix huit ans. "Kadhafi avait moins de trente ans quand il a pris le pouvoir en 1969", rappelle-t-il.

L'échec de Fayez al-Sarraj



Fayez al-Sarraj désigné par l'Onu et soutenu par différents pays n'a pas su tirer son épingle du jeu (photo : DR)

Fayez al-Sarraj (61 ans) a déjà eu les cartes en main avec sa désignation par l'ONU en 2015 après les [accords de Skhirat](#) (Maroc). Ces textes ont permis de former un Gouvernement d'union nationale (GNA) basé à Tripoli. Les dés étaient cependant pipés dès le départ. Le Parlement implanté à Tobrouk (Est du pays) ne lui a jamais accordé sa confiance, pas plus que les chefs politiques et militaires de la Cyrénaïque. Et ne parlons pas des milices disséminés dans tout le pays, jusque dans les faubourgs de la capitale, qui servent parfois des intérêts étrangers.

L'exemple de la France affichant son soutien à cette décision tout en fournissant une aide militaire à son adversaire Khalifa Haftar est significatif de ce poker menteur. Fayez al-Sarraj n'a donc rien prouvé sur ses capacités à unir le pays. Son échec semblait prévisible et il ne faisait clairement pas le poids face au Maréchal qui avait [tenté d'emporter le combat par les armes](#) en assiégeant Tripoli. Khalifa Haftar eut même l'outrecuidance de s'[autoproclamer maître de la destinée libyenne](#) en se disant investit d'"*un mandat du peuple*". Pendant ce temps, les puissances occidentales comptaient les points et attendaient patiemment pour se positionner de voir qui allait faire le banco.

Fayez al-Sarraj n'a échappé à une Libye gouvernée par Khalifa Haftar que grâce au secours de la Turquie. Recep Tayyip Erdogan a bien monnayé le parapluie déployé au-dessus de la capitale libyenne (voir notre quatrième partie à paraître la semaine prochaine). Dès janvier 2020, le président turc commençait à y déployer ses troupes, tout en signant [deux accords avec Fayez al-Sarraj](#). Le premier sur une coopération militaire, le second sur un tracé de frontières maritimes permettant à la Turquie de faire valoir ses droits sur de vastes zones - convoitées par l'Égypte, la Grèce et Chypre - en Méditerranée orientale.

Pour Henry Marty-Gauquié, "*l'aura de Fayez al-Sarraj se limite aux chefs de tribus de la*

Tripolitaine. Il n'est soutenu que parce qu'il sert les intérêts des tribus et commerçants de l'ouest libyen (notamment en mobilisant les mannes occidentales et Onusiennes pour reconstruire le pays). Cela ne suffit pas pour créer l'unité." Alain Chouet biffe d'emblée le nom de l'ancien Président et Premier ministre, "à cause de sa proximité avec les Frères musulmans, ce qui fait peur aux Égyptiens qui ne le laisseront pas revenir. D'autant plus qu'il est inféodé aux Turcs."

Le fils de Kadhafi en outsider



Saïf al-Islam Kadhafi pourrait jouer le rôle d'outsider (photo : DR)

Reste l'outsider Saïf al-Islam Kadhafi (48 ans). Le second fils de l'ancien dictateur a recouvré la liberté en juin 2017. Depuis son départ de la prison de Zintan, au nord du pays, il a peu parlé. En [juin 2017](#), en décembre 2017, en [mars 2018](#) et en [décembre 2018](#), des proches communiquaient sur sa candidature à une future élection présidentielle, alors qu'aucune date de scrutin n'était encore été fixée. Depuis, plus aucune nouvelle. Saïf al-Islam Kadhafi se trouve toujours sous la menace d'un mandat d'arrêt lancé en juin 2011 par la Cour pénale internationale (CPI) pour "crimes contre l'humanité, meurtres et persécutions". Le même qui avait permis son arrestation le 19 novembre 2011 dans le sud de la Libye, près de la frontière algérienne. Un procès s'était même déroulé, en son absence, avec comme verdict une condamnation à mort par contumace. Mais, les milices le détenant refusaient alors de le remettre aux autorités. Le fils de Mouammar Khadafi a ensuite bénéficié d'une amnistie du Parlement de Tobrouk, au grand dam du GNA à Tripoli et de la CPI réclamant toujours son extradition à La Haye pour y être jugé.

"Je pense qu'il n'est pas acceptable par la communauté internationale occidentale", note Henry Marty-Gauquié. "Saïf al-Islam Khadafi porte une image peu favorable en dehors de sa tribu", ajoute Jean-François Coustillière.

"Pas plus que Fayez Al-Saraj ou Khalifa Haftar, il n'est légitime pour prendre la présidence d'un gouvernement d'union nationale", assure aussi Bernard Valero. "Sarraj et Haftar sont trop compromis avec des puissances étrangères, Saoudiens, Émiratis, Russes, Égyptiens et Turcs principalement, pour espérer représenter des solutions acceptables par tous les Libyens", confirme Jean-François Coustillière. "Les Libyens, pas plus que les populations des autres pays arabes, ne sont voués à supporter des régimes autocratiques, qu'il s'agisse de monarchies ou de républiques", poursuit le vice-amiral.

Seul Alain Chouet pose un, certes petit, mais bémol quand même. "Saïf al-Islam ne pourrait jouer un rôle que s'il réussissait, comme son père, à fédérer certaines tribus de la Cyrénaïque."

Tous disqualifiés ?



Pour Bernard Valero aucun des trois protagonistes cités n'est suffisamment légitime (photo : F.Dubessy)

Dans l'entretien exclusif accordé à econostrum.info (à paraître vendredi 9 avril 2021), l'Ambassadeur Christian Graeff se veut plus direct sur les trois hommes : "Mon sentiment est que tous les has been sont désormais hors-jeu. Bien sûr, chacun va tenter sa chance pour prendre la direction des affaires. Mais, après presque dix ans de chaos et de luttes fratricides, le peuple libyen – 183 tribus arabes – s'opposera à ce que d'anciennes figures remontent sur la scène."

Même avis pour Barah Mikail, "Sarraj et Haftar ne peuvent tenir ce rôle, ils ne sont pas consensuels. Kadhafi serait incontestablement rejeté par une partie de la population."

Alors, tous disqualifiés ? Sauf si... La position des puissances étrangères et influentes sur le terrain pèse sur le choix. "Khalifa Haftar pourrait être imposé par une puissance extérieure, par exemple l'Égypte et derrière elle l'Arabie saoudite, ou la Russie. Mais j'observe que ces acteurs ne semblent pas souhaiter qu'il s'empare du pays. Ces puissances l'utilisent pour

prolonger le chaos ou refuser al-Sarraj, mais pas au point qu'il gagne", analyse Henry Marty-Gauquié.

"Espérer l'émergence d'une classe dirigeante moins clivante"



Pour Barak Mikail "aucun nom de personnalité forte et consensuelle ne se démarque" (photo : Archives Barak Mikail)

Pour Bernard Valero, la solution réside dans "un gouvernement d'union nationale, car aucun des trois protagonistes cités n'est suffisamment légitime pour en prendre la tête." Barak Mikail estime que "certaines personnes issues du sérail militaire bénéficient d'une certaine respectabilité. Elles pourraient peut-être générer un relatif consensus en Libye. Mais le problème, c'est qu'elles feraient craindre l'imposition d'un ordre militaire. Donc, la solution doit plutôt venir des urnes."

Le fondateur-directeur de Stractegia reconnaît cependant qu'"à ce stade, il n'existe vraiment aucun nom de personnalité forte et consensuelle qui se démarque clairement, tant le pays est polarisé." Nous voilà donc revenus au point de départ. Finalement, à une page blanche à écrire, loin des errements du passé. Tous les espoirs reposent plus que jamais sur le travail de la nouvelle équipe au pouvoir, mais aussi sur le [Forum de dialogue politique libyen](#) (LPDF), dont les membres sont bien décidés à encadrer au plus près la tenue des futures élections, d'autant plus qu'ils se sont tous déclarés inéligibles pendant cette phase de transition.



Jean-François Coustillière espère l'émergence d'une classe dirigeante moins clivante (photo : F. Dubessy)

Jean-François Coustillière pense que l'équipe d'Abdel Hamid Dbeibah "peut laisser espérer l'émergence d'une classe dirigeante moins clivante." Alors qu'Alain Chouet "ne voit pas de solution dans l'immédiat même si la situation n'est pas tenable. La nouvelle gouvernance va donc durer, car on ne trouvera personne pour la remplacer. Le pouvoir restera dans la demi-mesure, mais la réunification finira par se faire. Quand un nouveau Kadhafi sortira des rangs pour botter les fesses de tout ces gens qui ne veulent pas vivre ensemble et l'instaurer par la force."

Une fois l'étape de la stabilisation réussie, il faudra se pencher sur le développement de l'économie qui repose aujourd'hui sur la rente pétrolière et ne pourra pas faire... l'économie (sic) d'une diversification.

Christian Graeff : "Les has been sont désormais hors-jeu en Libye"

Série spéciale "Vers une nouvelle Libye ?" Partie 3 sur 5

LIBYE. Dans un entretien exclusif accordé à *econostrum.info*, Christian Graeff, ambassadeur de France en Libye de 1982 à 1985, porte un constat peu optimiste sur l'avenir de ce pays tiraillée depuis dix ans par ses divisions. Le diplomate de quatre-vingt dix-sept ans donne cependant les clefs pour éviter une "syrianisation" de la Libye.



Christian Graeff fin mai 1988 à l'Elysée (photo : archives personnelles Christian Graeff)

econostrum.info : Qu'est ce qui vous a le plus marqué durant votre poste d'ambassadeur en Libye ?

Christian Graeff : J'ai personnellement bien connu Mouammar Kadhafi, qui m'appelait affectueusement « cousin » (*ould el ham* en arabe). C'est une des personnalités les plus extraordinaires que j'aie rencontrées au cours de ma vie diplomatique. Fils de bédouin, devenu le grand manitou de la Libye révolutionnaire, il a assuré durant plus de quarante ans une stabilité politique sans équivalent dans le monde arabe. Cet émule de Gamal Abd El Nasser avait comme lui une empathie exceptionnelle pour son peuple. Sa révolution a consisté, pour l'essentiel, à lutter contre le patriarcat traditionnel au sud de la Méditerranée (et même parfois au nord) et à "libérer" la femme libyenne pour en faire un acteur à part entière de la vie politique, économique, militaire du pays.

L'homme n'était certes pas d'un caractère facile et nous nous sommes "égratignés" maintes fois, surtout à propos de sa prétention à exercer sur le nord du Tchad une sorte de protectorat. Mais, à la fin du compte, je l'avais convaincu qu'il n'y avait pas de solution militaire au Tchad, mais seulement une solution politique. Lorsque j'ai quitté Tripoli - de façon un peu abrupte car Mitterrand m'avait demandé de faire une quatrième année en Libye, mais Roland Dumas m'a fait nommer quinze jours plus tard ambassadeur à Beyrouth, avec obligation de rejoindre mon nouveau poste dans les 24 heures ! -, j'ai eu avec Kadhafi un très long entretien. Un entretien franc et direct,

au cours duquel je lui ai reproché de n'avoir pas su mettre les Libyens au travail et d'avoir préféré faire venir en Libye deux millions de travailleurs immigrés pour faire tourner l'économie. Ceci-dit, nous sommes restés de bons amis.

"Haftar est un traître né"

Faut-il une personne forte, comme l'était Kadhafi, pour éviter à la Libye de sombrer à nouveau dans le chaos ? Qui pourrait tenir ce rôle ? [Fayez al-Sarraj](#), [Khalifa Haftar](#) et [Saïf al-Islam Kadhafi](#) sont-ils désormais hors-jeu ?

C.G. : Mon sentiment est que tous les *has been* sont désormais hors-jeu. Bien sûr, chacun va tenter sa chance pour prendre la direction des affaires. Mais, après presque dix ans de chaos et de luttes fratricides, le peuple libyen – 183 tribus arabes – s'opposera à ce que d'anciennes figures remontent sur la scène. Dès lors, tout le problème est de savoir qui pourrait le faire. Les dernières informations qui nous sont parvenues ne sont guère encourageantes. La désignation de M. Dbeibah intervenue à Genève le 5 février, sous l'égide de l'ONU, est déjà torpillée par les rumeurs concernant des "arrangements" qui seraient intervenus entre lui et les deux grands parrains de la Libye : la Russie et la Turquie. A la vérité, il faut que les forces étrangères (bataillons Wagner, Turcs agissant par Syriens interposés) soient boutées très vite hors du territoire libyen. C'est une condition *sine qua none* pour éviter la "syrianisation" de la Libye.

Que pensez-vous des actions du gouvernement d'entente nationale et de Khalifa Haftar depuis cinq ans ?

C.G. : Comme tous les observateurs, j'ai constaté que les relations entre celui qui, à Tripoli, avait le soutien de l'ONU et le Maréchal autoproclamé Khalifa Haftar à Benghazi n'ont cessé d'être exécrables. Il existait deux pouvoirs, dont chacun avait ses soutiens extérieurs. L'Est et l'Ouest libyen ont rivalisé pour la prééminence, avant de se combattre lorsque Haftar a lancé son [offensive en 2019](#) sur la Tripolitaine - une offensive ratée, suite à l'intervention d'éléments militaires turco-syriens. Au reste, Haftar est un traître né : après avoir trahi son maître Kadhafi, il a trahi les Américains qui lui avaient donné mission d'éliminer physiquement le Guide de la Révolution. Pour moi, le soutien apporté au Maréchal Haftar par l'exécutif français (à l'instigation de nos services spéciaux) n'est pas l'une des pages les plus glorieuses de notre action diplomatique de ces dernières années.

"Le retour à la paix achoppe sur la perte d'indépendance de la Libye"

Pensez-vous que le [Forum de dialogue politique libyen](#) réussira à déboucher sur des élections nationales libres avant la fin de l'année ?

C.G. : Optimiste de tempérament, je ne le suis pas en ce qui concerne la réussite du Forum de dialogue politique libyen et la tenue d'élections nationales libres avant la fin de l'année. Pourquoi ? Parce que la Libye est aujourd'hui un pays désorganisé, désarticulé, dont les trois "provinces" subissent chacune de très fortes pressions extérieures. Cela est clair, je l'ai dit, de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque. Quant au Fezzan, il est largement en proie à l'action de groupes islamistes de la mouvance E.I. (NDLR : Etat islamique). qui entretiennent une sorte de guérilla du désert sur un territoire grand comme la France et qui sont en relation étroite avec ceux que nous combattons dans le cadre de l'opération Berkane.

Quels sont les points d'achoppement à une Libye unie ? Comment concilier l'Est et l'Ouest ?

C.G.: Pour ma part, le retour de la paix en Libye achoppe ni plus ni moins sur la perte d'indépendance de ce pays. De colloques en conférences internationales, nous assistons depuis cinq ans à une mise à l'encan de cette malheureuse Libye qui est tombée sous la coupe de milices incontrôlées. A noter que la situation est beaucoup plus dangereuse pour l'Union Européenne que pour les États-Unis d'Amérique. En effet, la Tripolitaine mais aussi l'Est libyen sont tombés sous la coupe des nouveaux "marchands d'esclaves". N'oublions pas que c'est par centaines, voire par milliers, que périssent chaque année en Méditerranée des Africains tentant, sur des embarcations de fortune, de débarquer dans le sud de l'Italie ou de l'Espagne. A cet égard, la pratique des pays membres de l'U.E est restée très molle : chacun joue à qui mieux-mieux pour ne pas prendre sa part du fardeau que l'immigration africaine représente pour ces deux pays. Dans notre monde tourmenté, les noyades de migrants sont devenues une véritable catastrophe humanitaire.

"C'est aux Européens de se qualifier dans la compétition économique"

Quelles puissances vont pouvoir bénéficier d'un retour dans le concert international de la Libye ? La France est-elle disqualifiée pour avoir créé le chaos puis joué un rôle trouble avec Haftar ?

C.G. : Ainsi que je l'ai indiqué précédemment, la Russie d'un côté, la Turquie de l'autre, vont s'efforcer le jour venu de jouer d'influence sur les nouvelles institutions du pays.

A mon sens, le Président Joe Biden devrait déclarer nettement s'il entend ou non apporter son appui à l'Europe. Le prétexte d'une telle couverture pourrait être l'accès aux ressources pétrolières et gazières de la Libye, quand bien même la rente pétrolière a fortement diminué en Libye depuis la mort de Kadhafi. Mais cette hypothèse me semble n'avoir que peu de chance de se réaliser. C'est donc aux Européens - en premier lieu l'Italie, l'Espagne et la France - qu'il convient de se qualifier dans la compétition qui s'ouvrira un jour, lorsque l'économie libyenne repartira d'un bon pied.

L'économie libyenne repose sur les hydrocarbures, une diversification est-elle souhaitable, possible ? Quels secteurs privilégier ?

C.G. : Aujourd'hui, les exportations d'hydrocarbures par la Libye sont tombées au quart de ce qu'elles représentaient en 2011 lors de la mort de Kadhafi. Bien sûr, une fois la paix revenue, l'industrie pétrolière et gazière pourra rebondir et pour de longues années, sa place dans l'économie restera sans doute prédominante. Au reste, il faut se souvenir que grâce aux travaux gigantesques de création de la Grande Rivière Artificielle, la Libye révolutionnaire de Mouammar Kadhafi avait commencé à développer une production agricole susceptible de la conduire à l'autosuffisance (en blé, en fruits, en légumes). Que reste-t-il aujourd'hui de cet immense programme d'irrigation ? Personnellement, je l'ignore. Mais la preuve a été faite dans le passé que les tribus, qui étaient essentiellement pastorales, pouvaient développer une agriculture florissante.



Christian Graeff ne croit pas à des élections d'ici à la fin de l'année en Libye(photo : archives personnelles Christian Graeff)

Après un brevet de l'Ecole Nationale de la France d'outre-mer mené en parallèle avec une licence en Droit de la Faculté de Bordeaux (1947), Christian Graeff débute sa carrière comme administrateur de la France d'outre-mer à Djedda au Tchad (Afrique Equatoriale Française) durant huit ans (1948-1956).

Il poursuit aux postes de secrétaire et conseiller d'ambassade au Maroc, au Liban et en Syrie.

Arabisant, Christian Graeff devient ensuite successivement Ambassadeur de France en Libye (1982-1985), au Qatar (1985-1987) et en République islamique d'Iran (1988-1991)

Retraité, il occupe différentes fonctions dans les secteurs publics et privés, il sera ainsi Conseiller auprès du p... du groupe Total pour les affaires stratégiques à l'international (1991-1992) à Paris, Doyen du Conseil supérieur de la magistrature durant trois mandats (1991 à 1998), président de l'ONGI BIPP-AIX/CREJMO qu'il a créé à Aix-Marseille Provence (2006 à 2014).

Parallèlement, Christian Graeff occupe la présidence de l'Association des Brigades internationales pour la Paix fondées en janvier 2007

Perspectives économiques de la Libye : Un énorme gâteau à se partager

Série spéciale "Vers une nouvelle Libye ?" Partie 4 sur 5

Le tempo s'accélère de plus en plus pour de nombreux pays désireux de participer à la bataille économique qui se livre actuellement autour de la reconstruction et du pétrole. Le ballet diplomatique ne cesse de s'amplifier à Tripoli. Mais les danseurs ne partent pas tous sur un même pied d'égalité.



Un pays à reconstruire (photo : OCHA/Giles Clarke)

LIBYE. *"Les véritables enjeux sont l'argent, l'argent, l'argent et le pétrole (...) La Libye est un gigantesque gâteau que les pays [étrangers] veulent se partager"*, ainsi parlait Saïf Al-Islam Kadhafi en juillet 2011 lors de la guerre civile qui allait emporter son père. Une décade après, cette affirmation demeure toujours d'actualité. Et même encore plus dans ce pays dévasté. *"La Libye fait partie des trois pays méditerranéens à reconstruire quasiment de fond en comble, avec le Liban et la Syrie"*, souligne Bernard Valéro, ministre plénipotentiaire honoraire et ex-ambassadeur de France. Tout juste retraité de son poste de directeur général de l'Avitem (Agence des villes et territoires méditerranéens durables), il se félicite que *"la Libye ait peut-être aujourd'hui l'occasion de procéder à un 'reset' après dix années de gâchées."*

Si la mariée est belle, et les prétendants nombreux, la vraie question reste de savoir si les compteurs vont justement bien être remis à zéro dans la future Libye ? En tout cas, le tempo s'accélère de plus en plus pour les danseurs du ballet diplomatique le plus couru de la région. La prochaine guerre sera une bataille économique.

L'orchestre international joue de plus en plus fort, dans cette valse à plusieurs temps. Il convient, désormais et plus que jamais, d'occuper le terrain. La course à cette manne implique des nations aussi différentes que la France, la Turquie, la Russie, la Tunisie, et bien entendu l'ancien colonisateur l'Italie. Tous ces États tentent actuellement de s'inscrire sur le carnet de bal de la [nouvelle gouvernance](#) et d'y figurer à la meilleure position possible.

Mais, les puissances lorgnant sur la prometteuse nouvelle Libye et sa belle dot acquise par la rente des hydrocarbures ne partent pas toutes sur un même pied d'égalité.

L'Italie, première à rouvrir son ambassade



Béatrice Le Fraper du Hellen, ambassadrice de France en Libye a pu retrouver son ambassade de Tripoli (photo : Ambassade de France en Libye)

Après sept ans de fermeture, la France vient, lundi 29 mars 2021, de rouvrir son ambassade à Tripoli. Nommée le 10 septembre 2018 ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire auprès de l'Etat de Libye, la Niçoise Béatrice Le Fraper du Hellen a pu enfin s'installer dans la capitale libyenne. "Un

signal important du souhait de Paris de jouer un rôle actif dans le nouveau chapitre qui semble s'ouvrir en Libye", souligne Bernard Valéro. En juillet 2014, la situation sécuritaire dans la capitale libyenne avait amené Paris à délocaliser ses diplomates vers Tunis. Si le geste a été apprécié par le nouveau pouvoir local, personne n'oublie sur place que l'Italie avait effectué ce retour dès 2017. Pendant plus de trois ans, elle aura été d'ailleurs la seule représentation diplomatique européenne dans ce pays. Personne n'oublie non plus le rôle essentiel endossé par Paris et qui a conduit à la situation actuelle.

"Certes la France, très active lors de l'intervention de 2011, est en grande partie responsable du drame libyen. De plus sa politique après cette intervention n'a pas toujours été très claire même si elle nie avoir soutenu militairement Haftar. Elle semble cependant s'être efforcée de jouer un rôle d'arbitre allant jusqu'à recevoir, par exemple en juillet 2017 et mai 2018, Haftar et Sarraj pour adopter une feuille de route centrée notamment sur l'organisation de futures élections, tout en affichant son soutien à la médiation de l'ONU en Libye", retient Jean-François Coustillière. Membre du groupe d'analyse JFC sur les questions de relations internationales en Méditerranée, il constate cependant que cette feuille de route est restée lettre morte. Ceci explique "qu'après 2019, et spécifiquement la tentative de conquête de Tripoli en avril 2019 par Haftar, la France ait pris plus de distance avec lui. Il est certain que la politique française connaît une réorientation forte visant à rétablir des relations apaisées en profitant de l'émergence des nouveaux dirigeants apparus avec le Forum de dialogue politique libyen", indique Jean-François Coustillière.

"En théorie la France devrait être disqualifiée en raison de sa politique de godille inconsistante en Libye, mais dans les relations internationales ce genre d'incohérences ne pèse pas lourd: la mémoire des peuples est très courte, et seul le poids des armes ou de l'aide compte", le rejoint Henry Marty-Gauquié, directeur honoraire de la Banque européenne d'investissement (BEI). "Si la France veut trouver sa place elle devra donner d'autant plus de gages que son image est clairement ternie. Rien n'est jamais impossible en matière de relations internationales, mais à quel prix ?", poursuit Jean-François Coustillière.

Henry Marty-Gauquié n'imagine pas que Paris s'implique à fond sur ce dossier. *"Cela soulèverait trop de difficultés et découvrirait trop de contradictions au niveau européen. Son agenda est par ailleurs trop chargé: devenir de son intervention au Sahel, sortie de crise Covid, reprise des réformes engagées et stoppées en 2019, nécessité de remettre en place de véritables politiques publiques sur des sujets comme la jeunesse, les gilets jaunes et les territoires, l'énergie, le financement de la dépendance vieillesse, etc..."*, analyse-t-il.

Bernard Valéro voit différemment et croit en *"un rôle important de la France grâce à son implication initiale, qui ne la disqualifie pas, son statut de membre permanent du Conseil de sécurité, son rôle au sein de l'UE, sous réserve d'une étroite coordination avec l'Italie."*

La Grèce plaide pour l'éviction de la Turquie



Mario Draghi a réservé son premier voyage officiel en tant que président du Conseil italien à la Libye où il a rencontré le nouveau Premier ministre Abdel Hamid Dbeibah (photo : Présidence du Conseil italien)

L'Italie recueille autour d'elle le consensus des experts interrogés par econostrum.info. *"Seule l'Italie semble tenir à une stabilisation et à une unité libyenne durables, à la fois pour des raisons intellectuelles, la conscience coloniale et l'attrait du pétrole. Mais, elle n'a que des moyens diplomatiques. Ses forces navales restent entièrement mobilisées par la politique migratoire européenne"*, affirme Henry Marty-Gauquié. Ancien officier des renseignements français (1972 à 2007 à la DGSE où il occupa le poste de chef de service du renseignement de sécurité), Alain Chouet place *"les Italiens en pole position, même s'ils ne font beaucoup parler d'eux."* Mais aussi, de façon surprenante, également les Espagnols *"pour leur expertise agricole sur les terrains secs et leur politique arabe. 94% des sols du pays sont désertiques"*, rappelle-t-il.

Après le président du Conseil européen Charles Michel, le Premier ministre maltais Robert Abela (qui va rouvrir son ambassade à Tripoli), les chefs de la diplomatie français, allemand et italien, mardi 6 avril 2021, les premiers ministres italien et grec se trouvaient dans la capitale libyenne. Mario Draghi - sa première visite à l'étranger [tout juste nommé](#) et alors qu'aucun président du Conseil italien n'y avait mis les pieds de puis janvier 2012 - et Kyriakos Mitsotakis ont rencontré les nouvelles autorités. "Les évolutions pendant la dernière décennie ont limité nos relations économiques mais la présence des entrepreneurs grecs en Libye n'a jamais été interrompue. Maintenant que la situation s'est stabilisée, l'intérêt renaît", soulignait le chef du gouvernement grec, sans ambiguïté sur le sens de sa visite. Il a aussi plaidé pour l'éviction dans cette course du concurrent turc. *"Cette nouvelle étape dans nos relations permettra de corriger et d'effacer les erreurs commises durant la phase précédente"*, indiquait Kyriakos Mitsotakis. Une allusion claire aux accords passés entre Fayez al-Farraj et le GNA avec Ankara. Ce message est moins bien passé. Car, si Abdel Hamid Dbeibah a

indiqué être "prêt à constituer des commissions mixtes avec la Grèce pour reprendre les discussions sur les frontières maritimes, et définir la zone économique exclusive pour chaque pays entre la Crète et la Libye", le Premier ministre libyen précisait au préalable "l'importance de tout accord susceptible d'apporter des solutions adéquates tout en préservant les droits de la Libye, de la Grèce et de la Turquie."

Ankara et ses contrats signés avec Kadhafi



Le président turc Recep Tayyip Erdogan compte bien retirer les dividendes de son investissement militaire en Libye (photo : Présidence turque)

La Turquie a notamment ratifié avec l'ancien gouvernement de Fayez Al-Sarraj une [controversée délimitation des frontières maritimes](#) entre les deux pays qui fait fi de l'existence de plusieurs îles grecques dont la Crète. Elle a été [dénoncée par plusieurs pays](#). Recep Tayyip Erdogan a également donné de forts gages qui pourraient servir de leviers, à condition que le vent souffle dans le bon sens. Son [appui militaire](#) a permis d'éviter à Tripoli de tomber dans les mains de l'homme fort de l'Est Khalifa Haftar. En s'engageant dans le conflit, malgré les avertissements des puissances occidentales, le président turc a misé sur la riche tripolitaine, et notamment Misrata au carrefour des routes marchandes transsahariennes et maritimes. Le président turc espère bien récupérer les dividendes de son investissement militaire. D'autant plus que le nouveau pouvoir se trouve concentré entre les mains d'Abdel Hamid Dbeibah, nouveau Premier ministre par intérim, et natif de Misrata. L'homme d'affaires devenu politicien en 2011 après la chute de Mouammar Kadhafi dont il était un des proches, possède d'ailleurs dans cette ville portuaire, plusieurs sociétés dont les ramifications s'étendent jusqu'en Turquie.

Sans compter qu'Ankara avait déjà conclu des contrats avec Mouammar Kadhafi dont plusieurs n'ont pas été mis en œuvre ou demeurent impayés. La nouvelle gouvernance libyenne devrait se rendre en Turquie pour en réactiver certains et en annuler d'autres. Et elle n'est pas la seule concernée. Fin juin 2014, dans un rapport interne, une équipe de la Banque mondiale s'appuyant sur une mission de ses experts en avril 2012, évaluait la valeur des contrats lancés avant le 15 février 2011 (début de la

première guerre civile) à environ 100 mrd\$ (83 mrd€). Trois cents d'entre eux représentaient les trois quarts de la valeur totale.

"Les contrats internationaux, au nombre de 1 379, ont représenté 8,6% du nombre de contrats, mais 73% de la valeur totale. La valeur moyenne des contrats internationaux (80 millions de LYD), était 27 fois plus élevée que la valeur moyenne des contrats locaux (2,9 millions de LYD)", précise la Banque mondiale. 45% avaient été passées sur la base d'une source unique, empêchant de recouper les informations.

Dans ses recommandations livrées en décembre 2013, cette étude, réalisée à la demande du gouvernement libyen, concluait : "les projets hérités ont été conçus et lancés dans des circonstances économiques et politiques complètement différentes. En outre, les estimations initiales des coûts ont été largement dépassées par les événements, et il est probable que les travaux et les actifs se soient détériorés. La présomption doit donc être que ces projets doivent être abandonnés, sauf preuve expresse du contraire". 16 000 contrats restaient ouverts à la fin de l'année 2013.

Le voisin tunisien reste à l'affut

"La Turquie fait figure de favorite, du fait de ses réseaux et de la capacité qu'elle a eue à réorienter le courant des choses", souligne Barah Mikail. Mais le directeur de Stractégia, professeur associé de sécurité internationale à l'université Saint-Louis Campus de Madrid, parie lui aussi sur l'Italie. "Elle se trouve aussi en bonne posture du fait de son rôle et de son soutien aux infrastructures libyennes (pétrole, mais aussi hôpitaux), sans oublier sa participation à la formation et l'entraînement des militaires." Barah Mikail y ajoute "les États-Unis qui pourraient avoir des opportunités s'ils le souhaitent", le Qatar, la Chine, l'Allemagne, l'Égypte. Il s'avoue moins enthousiasme pour la France, la Russie et les Émirats arabes unis. "Dur à dire à ce stade, tout dépendra de ce qu'ils négocieront. Mais, si les choses seront probablement plus difficiles pour eux, ces pays ne seront pas exclus du jeu pour autant."

Il ne faut surtout pas oublier le voisin tunisien, convoité en d'autres temps par Mouammar Kadhafi. En 1974, le Guide a été à deux doigts de réaliser une union entre les deux pays qui aurait pris le nom de République arabe islamique, avec l'aval de Habib Bourguiba, le président tunisien. Aujourd'hui, les échanges transfrontaliers s'inscrivent davantage au chapitre de la contrebande, mais le renouveau libyen pourrait bénéficier demain aux voisins Tunisiens. La Tunisie pourrait prendre une belle revanche, après sa non-convocation vexante à [la Conférence internationale de paix sur la Libye](#) en janvier 2020.

Début mars 2021, les chambres de commerce de Sfax et de Tripoli signaient un protocole d'accord, première marche avant de réactiver les accords commerciaux d'antan entre les deux pays. Dans la même démarche, un forum économique tuniso-libyen s'est tenu à Sfax en février 2021 avec 200 patrons tunisiens et 100 libyens. Son slogan se veut un message fort : "Le forum de l'espoir et du défi pour construire une économie intégrée". Certains vont même jusqu'à évoquer l'établissement d'une zone de libre-échange entre la Libye et la Tunisie.

"La Libye dispose d'un potentiel non pas seulement pour le pays et la population, mais pour toute la région (...) Il y a tellement d'argent sur la table qu'avec le retard pris sur les investissements, il y en aura pour tout le monde", indique un expert sur place requérant l'anonymat. Deux millions

d'Égyptiens travaillaient en Libye, principalement dans le bâtiment. Et si Alain Chouet indique que ce pays de 6,77 millions d'habitants endormis par la rente pétrolière devra "*remettre sa population au travail et ne plus le confier aux étrangers*", notre interlocuteur précédent estime que "*trois millions d'immigrés seront nécessaires*" pour faire tourner la nouvelle Libye. "*La Libye va redevenir un pays de destination pour les étrangers et plus de passage pour quitter le continent africain*", complète-t-il.

"Les puissances internationales ne veulent plus assurer le service après-vente"

"L'instabilité actuelle permet aux différents acteurs libyens de se rémunérer sur toutes sortes de trafics, corruptions ou détournements", décrit Henry Marty-Gauquié. "Le chaos militaire et social autorise les puissances extérieures à mener leur jeu pour satisfaire leurs ambitions politiques régionales. C'est le cas particulièrement de la Turquie et de la Russie, mais aussi de l'Égypte et des pays du Golfe. Toutefois, aucun de ces intervenants n'est disposé à s'impliquer au point de vouloir imposer une solution unitaire." Pourquoi ? "Aucune de ces parties ne veut prendre en charge la gestion de l'après-crise. Tout comme Sarkozy et Cameron s'étaient hâtés de rentrer chez eux une fois Kadhafi déposé et assassiné", complète le directeur honoraire de la BEI.

Alain Chouet en veut aussi aux puissances étrangères : "*elles se sont comportées en colonialistes en envoyant la canonnière, et maintenant, elles ne veulent pas assurer le service après-vente.*"

Pour Bernard Valéro, "*l'enjeu de la période actuelle est de savoir si les Libyens seront capables de saisir la chance historique qui s'offre à eux de sortir de dix ans de conflits, d'instabilité et de régression. Pour la communauté internationale, il s'agit de décider, et de se donner les moyens, de stopper la "somalisation" d'un pays méditerranéen qui était devenu un "trou noir" au cœur de l'espace méditerranéen.*"

Des organisations régionales auront aussi leur rôle à jouer. "*Ligue arabe et Union africaine devront interpréter leurs partitions, alors que ces deux organisations ont sérieusement failli depuis dix ans sur ce dossier*", soulève Bernard Valéro. Le ministre plénipotentiaire honoraire préconise "*une conférence des bailleurs-donateurs, dont les Nations unies pourraient prendre l'initiative, et dans le cadre de laquelle les Européens seraient sans doute appelés à prendre le lead au côté des grandes institutions financières internationales.*"

Les perspectives économiques de la Libye : Le pétrole, carburant des futurs investissements

Série spéciale "Vers une nouvelle Libye ?" Partie 5 sur 6

Ses réserves de change et sa manne pétrolière revenue à des niveaux d'avant-révolution permette à la Libye d'investir dans son avenir. Le budget 2021 en cours de discussion révèle les priorités de la nouvelle gouvernance.

LIBYE. Difficile d'obtenir des chiffres précis sur l'économie libyenne. L'absence d'outils statistiques, la partition du pays, l'arrêt des investissements, et des années de conflit interne ne facilitent pas la démarche. Selon les derniers chiffres disponibles de la Banque mondiale, le Produit intérieur brut (PIB) se situait à 52,09 mrds\$ (43,78 mrds€) et le Revenu net brut (RND) par habitant à 7 640 \$ (6 421 €) en 2019. Dans un rapport sur les perspectives économiques en Libye paru début 2021, la Banque africaine de développement (BAD) indique que "le solde budgétaire et celui du compte courant de la Libye se sont considérablement détériorés en 2020, avec des déficits correspondant respectivement à 73,8 % du PIB et 59,8 % du PIB, effaçant les excédents enregistrés en 2019". Dans le même temps, et toujours selon cette source, "les réserves de change ont également diminué, passant de 77 à 63 mrds\$ (64,3 à 52,6 mrds€) en juin 2020, le niveau le plus bas enregistré depuis 2016, et équivalent à cinquante-huit mois d'importations".

Ceci a conduit la Banque centrale libyenne (CBL), fin décembre 2020 avec effet au 3 janvier 2021, à dévaluer le dinar pour réajuster son cours par rapport au dollar. Ce ratio est ainsi passé de 1,34 dinar pour 1 dollar à 4,48 dinars pour 1 dollar. L'opération a permis d'obtenir un taux sensiblement en phase avec celui pratiqué sur le marché parallèle. Il fallait bien tenter de juguler l'inflation alors que le prix des produits de première nécessité augmentait de plus de 50% en 2020. Malgré cela et deux guerres civiles, le dinar libyen reste la monnaie la plus forte du continent africain face au dollar. Il précède le dinar tunisien, le cedi ghanéen et le dirham marocain. C'est le résultat de la politique stricte toujours menée par la CBL qui limite la vente de dollars à ses citoyens, mais aussi de la reprise des exportations de pétrole, véritable baromètre de l'économie libyenne.

La vente d'or noir "devrait croître de 37,5 % en 2021 et de 54,9 % un an plus tard. Les soldes du budget et du compte courant devraient également s'améliorer respectivement de 8,9 % du PIB et 31,2 % du PIB, grâce à l'augmentation prévue des recettes et des exportations pétrolières en 2021. L'inflation devrait atteindre 10,5 % en 2021 en raison de la dépréciation de la monnaie nationale et des contraintes continues d'approvisionnement", analyse la BAD.

Un budget 2021 en discussion

Sur le bureau du nouveau Premier ministre libyen Abdel Hamid Dbeibah figure un projet de budget 2021. Il se trouvera, très prochainement, sans doute lundi 19 avril 2021 lors d'une session plénière, en discussion au Parlement. Quelques éléments, consultés par econostrum.info, ont fuité. Produits voici un mois, ces documents montrent que le Gouvernement d'union nationale (GNA - ancienne gouvernance) tablait sur un budget de 96,13 milliards de dinars libyens (17,9 mrd€) dont 22,24 milliards dévolus aux investissements. Ils se répartiraient principalement entre le secteur du pétrole pour 7,5 milliards de dinars (1,40 mrd€) et la compagnie d'électricité pour 4,5 milliards de dinars (800 M€). Une somme énorme, alors que l'année se trouve déjà bien entamée en cette mi-avril. Et qu'avant la révolution, la Libye avait du mal à boucler des budgets d'investissements de 6 à 7 mrd par an.

L'enveloppe budgétaire prévue se répartit en cinq grands chapitres : Salaires des fonctionnaires (33,3 milliards de dinars), subventions (23,61 milliards), dépenses de fonctionnement de l'administration (11,98 milliards), investissements (22,24 milliards) et dépenses d'urgence (un vaste fourre-tout de 5 milliards de dinars). En janvier 2021, après une révision, ces chiffres sont tombés à respectivement 32, 11, 17, 17 et 5 milliards de dinars libyens.

"Il faudrait une dizaine d'années pour réaliser ces investissements ! Le Comité des Finances du Parlement va rejeter ce projet de budget et demander une baisse des ambitions", nous dévoile un fin connaisseur de l'économie libyenne, qui tient à rester anonyme. Souvent en mission dans le pays, il estime que *"le gouvernement n'aura pas le temps d'ici la fin de l'année de dépenser tout cet argent."* Selon plusieurs spécialistes de l'économie libyenne, le budget 2021 pourrait finalement descendre à 78,5 milliards de dinars libyens (14,6 mrd€). Reste que de toute façon, sans véritable État, la mise en œuvre de ce budget, quel qu'en soit le montant définitif, pose question.

Depuis 2015 et son installation, le GNA devait composer avec deux parlements. Le premier basé à Tripoli (ouest du pays) et issu des élections de 2012, le second dissident installé à Tobrouk (est). Ce dernier posait sa légitimité sur les nouvelles législatives de 2014 frappées d'un taux très faible de participation. Ce Parlement n'était reconnu ni par celui de la capitale (qui ne jouait plus qu'un rôle de conseil), ni par le GNA. Face à cette situation, Fayez al-Sarraj, cumulant les postes de Président et de Premier ministre, a donc dû composer avec des ersatz de budget désignés par le terme officiel de "financial arrangements". La traduction française, "arrangements financiers", ne saurait être plus limpide au contraire des pratiques... *"En clair, tout était hors la loi"*, résume un de nos interlocuteurs sur place. L'ONG Transparency International classait d'ailleurs en janvier 2021 la Libye au 173e rang ([168e en janvier 2020](#) et [170e en janvier 2019](#)) sur 180 pays étudiés, dans son Indice de Perception de la Corruption (IPC).

Eau et électricité : deux investissements prioritaires



*La Libye - ici une citerne neuve sur le site de Ras Lanuf - dispose de 45 milliards de barils de réserves de pétrole
(photo : NOC)*

Le prochain budget aura au moins le mérite de concerner l'ensemble du pays et de permettre des investissements d'urgence (Covid-19, électricité, pétrole, organisation des élections). Reste qu'il faudra très vite préparer celui de 2022.

En 2020, une étude financée par l'Union européenne et réalisée avec la Banque mondiale, l'Onu et USAID (agence des États-Unis pour le développement international) désignait les investissements prioritaires, insistant notamment sur l'eau et l'électricité dont les difficultés d'approvisionnement augmentent à cause de l'obsolescence des infrastructures.

Reposant sur ces préconisations, un accord entre la Banque mondiale, la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul), le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), l'USAID et le Fonds libyen d'investissement et de développement local (Lidif) a, par exemple, été signé en août 2020. Il porte sur plusieurs projets de petites centrales photovoltaïques destinées à alimenter des stations de pompage puisant dans les nappes aquifères non-renouvelables du Bassin de Nubie. Installées le long de la Grande rivière artificielle libyenne (canalisation souterraine de plus de 3 000 km de long), elles permettraient d'améliorer l'approvisionnement en eau potable dans la région tout en limitant le recours à l'électricité traditionnelle fournie par le pétrole. Les coupures régulières peuvent dépasser les 24 heures. En 2020, les Libyens sont même descendus dans la rue pour protester. USAI

estime que 70% de la population libyenne consomme de l'eau potable issue de cette Grande rivière artificielle.

Si ces travaux prendront du temps, des mesures plus faciles et plus rapides à mettre en œuvre sont également envisagées par l'étude précitée pour éviter les pics de consommation. Comme une coordination, aujourd'hui inexistante, entre les grandes entreprises détenues par l'État (notamment les usines de ciment et de fer) pour se répartir des créneaux horaires de production.

Le renouveau de la Libye repose sur un plan datant de dix ans



La NOC règne sur le secteur pétrolier (photo : NOC)

"Talleyrand n'a-t-il pas réussi à devenir ministre des Affaires étrangères de Louis XVIII après avoir servi Napoléon et à représenter la France au Congrès de Vienne chargé de reconstruire le continent après la destruction du système politique qu'il avait puissamment servi ?" Henry Marty-Gauquié convoque l'histoire à la rescousse pour mieux souligner que les cartes peuvent parfois être rebattues de façon étonnante. Le directeur honoraire de la Banque européenne d'investissement évoquait alors la possibilité que l'un des anciens caciques libyen chassé revienne au pouvoir par la grande porte.

Et il ne croyait pas si bien dire ! Le nouveau Premier ministre libyen, qui a la lourde tâche de mettre en place les bases de la reconstruction de son pays, dirigeait la Compagnie libyenne d'investissement et de développement (Lidco) sous Mouammar Khadafi. Cette photo du temps passé en sepia prend aujourd'hui de belles couleurs à l'aune d'un fait enfoui depuis et déterré lors de notre enquête. Dans ces fonctions d'antan, Abdel Hamid Dbeibah avait pour charge de

servir les ambitions d'un document baptisé "La Libye de demain" ("Libya al-Ghad"). Un texte mitonné en 2007 par un certain Saïf al-Islam, second fils du Guide, et censé devenir son rond de table comme successeur potentiel de son père.

Un pendant au Livre Vert publié en 1977 par son paternel, posant les fondations de la "Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste", le nom officiel alors de la Libye, et faisant office de Constitution du pays.

La nouvelle cuisine de la nouvelle Libye pourrait s'appuyer sur ce menu "Libya al-Ghad", vieux de plus de plus de dix ans et prônant une libéralisation du pays sous trois angles : économique (développement s'appuyant sur la Lidco), social (liberté de la presse, droits de l'homme...) et politique (rapprochement avec les Frères musulmans).

Si l'histoire repasse les plats, le patron de Lidco devenu Premier ministre, devra adapter sa recette au goût du jour. Et notamment ajouter quelques ingrédients comme une grosse louche de transparence des dépenses publiques et une bonne dose de décentralisation. Le tout nécessitera aussi une bonne sauce à base de contrôle administratif et d'harmonisation pour faire le liant. *"Pour les finances publiques, tout est fait manuellement, sans informatique, puis l'argent est réparti dans les ministères. Chacun fait alors son tableau Excel comme il l'entend pour remonter ce qui est investi"*, affirme un expert de terrain. Bref, il devient urgent d'établir un véritable État, et une administration efficace.

La NOC, un État dans l'État

"Le partage de la rente pétrolière et la lutte contre la corruption, à l'origine de la plupart des affrontements, me semble central dans le devenir de la Libye", souligne Jean-François Coustillière. Reste que *"sans pétrole, pas de revenu !"*, lâche notre expert anonyme. Ainsi, le pétrole et le gaz sont censés apporter 89 milliards de dinars libyens (16,5 mrd€) dans le projet de budget 2021 de 96,1 milliards. Du coup, dès que le pétrole subit un gel de ses exportations, c'est toute l'économie libyenne qui s'enrhume. "La dette intérieure a considérablement augmenté au cours des dernières années, atteignant 155 % du PIB en 2020", confirme la BAD.

Depuis les années 50, date des premières découvertes, la rente pétrolière nourrit le peuple libyen, soit 7 millions de personnes dont il faut exclure les 585 000 migrants et réfugiés. Ce qui valait à la Libye d'afficher le PIB le plus élevé par habitant du continent africain sous Kadhafi. Cette manne permettait au pays de disposer de l'une des plus faibles dettes extérieures au monde (5,8 % du PIB en 2017).

Deux guerres civiles sont venues ravager le pays avec comme enjeu principal le contrôle de ces ressources situées à 80% dans le golfe de Syrte, la région natale du Guide. 90% des exportations pétrolières libyennes s'effectuent depuis cette côte.

Créée en novembre 1970 et gérant tout le secteur des hydrocarbures, la NOC (National Oil Corporation) regroupe douze compagnies qu'elle détient à 100% et dispose de parts (co-entreprise) dans sept autres. Basée à Tripoli, cette entreprise publique, véritable État dans l'État, a été [pendant deux ans](#) (2014-2016) divisée en deux branches, l'une dépendant du GNA, l'autre de l'Est où se situait le Parlement dissident. Mais très vite, elle a été réunifiée. Ceci n'a pas empêché le maréchal Khalifa Haftar de prendre en otage, à de multiples reprises, les terminaux d'exportation à de multiples reprises, de [septembre 2016](#) à août 2020. Jusqu'à [fermer pendant sept mois](#) les robinets pour affaiblir son rival Fayez al Sarraj en lui coupant les vivres. Cette dernière pause forcée dans les exportations d'hydrocarbures aurait coûté 8,32 mrds€ de manque à gagner selon la NOC. Début 2021 dans son rapport précité, la BAD estimait que "la fermeture des champs pétroliers a entraîné une forte baisse des exportations qui, associée aux prix bas du pétrole, s'est traduite par une perte de revenus estimée au moins à 10 mrds\$ (8,4 mrds€)".

Une production de pétrole multipliée par dix en quelques mois

En septembre 2019, Mustafa Sanalla, président de la NOC depuis 2016, indiquait "rejeter toute tentative de partition et de politisation du secteur pétrolier libyen pour servir des intérêts étroits et des programmes étrangers." Un avertissement clair, alors qu'un projet de séparation d'une de ses filiales, la Brega Petroleum Marketing Company (BPMC) se trouvait sur la table. Prétexte invoqué : l'insuffisance de l'approvisionnement en carburant de la région orientale. "Le véritable motif de cette tentative est de mettre en place une nouvelle entité illégitime pour l'exportation illégale de pétrole depuis la Libye", lançait le président de la NOC. "Soyons clairs, si la NOC perd son monopole d'exportation de pétrole, l'intégrité future de la Libye est gravement menacée. Il est décevant que les personnes à l'origine de cette tentative de division de la nation fassent passer leurs ambitions personnelles avant l'unité et l'intégrité du pays", martelait-il, montrant ainsi la volonté d'indépendance de son entreprise par rapport aux politiques.

Depuis la signature du [cessez-le-feu permanent en octobre 2020](#), la production libyenne revient petit à petit à ses niveaux d'avant la Révolution, quand la Libye était le dix-septième producteur mondial de pétrole. Elle a été multipliée par dix entre le troisième trimestre 2020 et fin décembre 2020, avec 1,224 millions de barils par jour. La progression va se poursuivre, d'autant plus que, jeudi 1er avril 2021, l'Opep (Organisation des pays exportateurs de Pétrole - 23 États membres dont la Libye) a décidé d'augmenter la production de la Libye dès le mois prochain (350 000 barils en plus par jour en mai et juin et 441 000 en juillet). Ses réserves sont

estimées à environ 45 milliards de barils, elles sont les plus importantes du continent africain.

Selon un de nos experts qui préfère rester discret, la production atteint aujourd'hui 1,3 million de barils par jour. Soit, peu ou prou, le chiffre de décembre 2009 avant la première guerre civile. *"C'est déjà bien, car les investissements nécessaires n'ont pas été effectués depuis dix ans dans ce secteur et ceci pose des problèmes sur le fonctionnement des infrastructures"*, souligne-t-il.

Les perspectives économiques de la Libye : Trop de nuages bouchent l'horizon d'une diversification

Série spéciale "Vers une nouvelle Libye ?" Partie 6 sur 6

La Libye doit se relever de dix ans de conflit interne et s'attaquer non seulement à sa reconstruction, mais à la diversification de son économie. Ceci passe cependant par un préalable : l'instauration d'un véritable État et d'une administration.



Les ruines romaines de Sabratha figurent parmi les principales curiosités touristiques en Libye (photo : Lybian Tourism)

LIBYE. Le pétrole domine son économie depuis soixante-dix ans, il est l'outil de résilience de la Libye. Quand les exportations de cet or noir vont, tout va. Ou presque. La nouvelle gouvernance à l'oeuvre doit cependant sortir de cette mono-industrie. *"Le pétrole est certes appelé à demeurer un élément central de l'économie libyenne, mais celle-ci devra être diversifiée grâce notamment à une meilleure intégration économique régionale. La Libye est la charnière Maghreb-Machrek"*, commente Bernard Valéro, ministre plénipotentiaire honoraire, ex-ambassadeur de France.

La diversification doit donc demeurer un point d'horizon pour la nouvelle gouvernance, et surtout pour celle qui émergera des futures élections nationales. Qu'elles se déroulent [le 24 décembre 2021 ou plus tard](#). Aucun changement d'orientation ne se fera cependant sans gouvernement pérenne et représentatif de toute la population, soulignent l'ensemble des experts interrogés par econostrum.info. Pour Henry Marty-Gauquié, il est donc trop tôt pour l'envisager. *"À ce stade, la question ne se pose pas. Une fois le pays stabilisé et un consensus dégagé sur un devenir commun, l'équipe en place pourra réfléchir à une stratégie de modernisation économique et sociale comprenant de grandes politiques structurelles (femmes, famille, chômage, migrations, équilibre des territoires), politiques, économiques (attractivité aux investissements étrangers, tourisme, R&D/innovation, réforme du système bancaire, développement de la fonction publique nationale ou des fonctions publiques territoriales, recours à la gestion déléguée ou pas...)"*, indique le directeur honoraire de la Banque européenne d'investissement (BEI). Selon lui, *"les modèles arabes existent que ce soit ceux des pays du Golfe, ou celui du Maroc. Mais sans base politique, on construira sur du sable et rien de durable ne sera fait."*

Même avis pour Barah Mikail, fondateur-directeur de Stractegia et directeur du programme de sciences politiques et de relations internationales à l'université Saint-Louis – Campus de Madrid : *"Incontestablement, la diversification reste souhaitable. Mais, tout reste à faire, sur le plan industriel notamment. Et pour cela, il faut former la population au préalable, pour qu'elle soit réellement à niveau."* Bernard Valéro est d'accord et soulève la nécessité d'un *"effort en faveur de la jeunesse et de la formation"* pour sortir du tout pétrole.

"La diversification de l'économie est effectivement un enjeu essentiel mais particulièrement délicat. Pour autant, la Libye occupe une position géographique spécifique qui de tout temps a dicté son activité. Elle est, du fait de sa latitude, beaucoup plus proche de l'Afrique intérieure qu'Alger et Tunis, et même que le Maroc et l'Égypte, tous deux rejetés aux périphéries du continent", observe Jean-François Coustillière. *"Nous voyons donc se dessiner, grâce à cette position enclavée, une vocation naturelle aux liaisons avec les pays sahariens et soudanais. De fait, deux axes essentiels de caravanes se coupaient traditionnellement à Tripoli, l'un allant*

à la Mecque et au Levant, et l'autre dirigé vers le 'Soudan'." Pour le membre du groupe d'analyse JFC, "il est imaginable que ces facteurs de force soient exploités pour faire de la Libye un centre majeur de commerce et d'échanges par voies terrestres entre Europe et Afrique du centre, mais aussi entre ouest-Méditerranée et Moyen-Orient."

Le fort potentiel du tourisme



Lodge de la Grande mer de sable développé par deux Français (photo : Eugène Antoniotti)

Diversification oui ! Mais dans quels secteurs ? "Tourisme, énergies renouvelables...", égrène Bernard Valéro. Alain Chouet loue "la longueur des côtes (NDLR : 1770 km), les plages, les sites touristiques." En novembre 2013 à Londres, l'Organisation mondiale du Tourisme (OMT) et le ministère libyen du Tourisme signaient un accord de coopération pour l'élaboration et la mise en œuvre progressive d'une stratégie et d'un plan d'action. Secrétaire général de l'OMT, Taleb Rifai soulignait alors que "le tourisme améliorera l'image mondiale du pays et contribuera à sa croissance économique et à son développement durable."

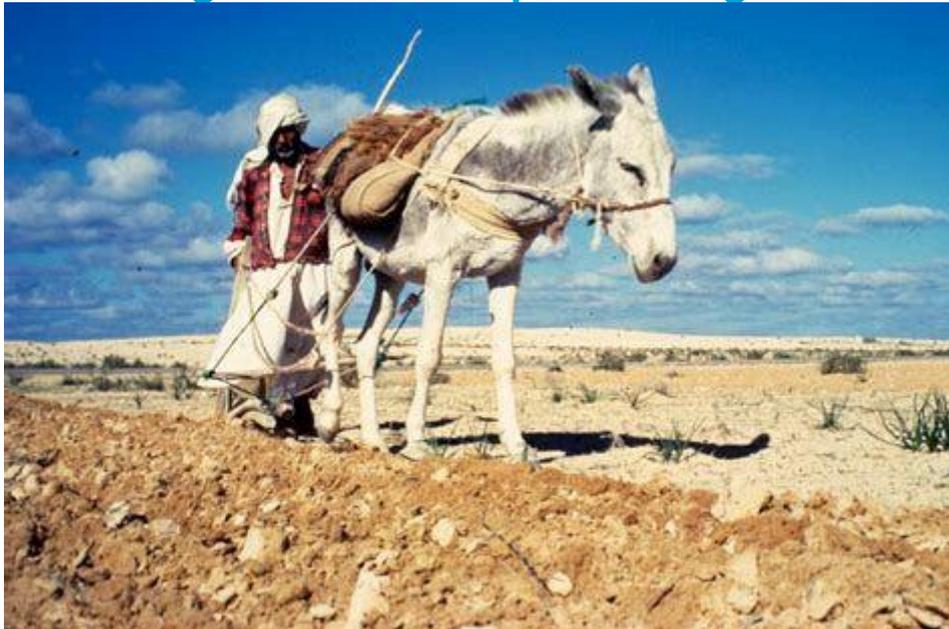
Le fort potentiel de la Libye - qui compte cinq sites recensés au patrimoine mondial de l'Unesco - reste indéniable. Même s'il n'a jamais vraiment été exploité sur les trente dernières années. Selon l'OMT, la Libye attirait 1,83 million de touristes internationaux en 1995. Ce chiffre a très vite décliné pour tomber à 760 000 en 2008, dernière donnée retenue par l'institution. Le secteur représentait alors 0,11% (99 M\$ - 84 M€) du PIB libyen. Il n'a touché, à son plus haut, que les 0,99% (202 M\$ - 169 M€) en 2002.

Eugène Antoniotti le confirme, "avant la guerre, la Libye ne recevait qu'une poignée de touristes balnéaires, alors que la Tunisie voisine en accueillait dix millions. Il reste beaucoup à faire dans ce domaine." Ce Corse d'origine, établi à Marseille, évoque aussi "les nombreuses

ruines gréco-romaines et les gravures rupestres. En temps de paix, des touristes connaisseurs ne venaient que pour les admirer durant la saison d'hiver."

Avec son cousin Michel Vinciguerra, Eugène Antoniotti a œuvré pour le développement du tourisme, "*clairement encouragé par Saïf Al-Islam, le fils de Kadhafi. Il est même venu nous rendre visite sur le site de notre lodge.*" Au début, son projet visait à monter des circuits touristiques dans la "Grande mer de sable" avec donc la création d'un lodge de dix chambres, près de l'oasis d'Al Jagbub, à la frontière égyptienne. "*Nous avons ensuite acheté et rénové un 'kasar' de 400 m² à 100 mètres de l'entrée des ruines gréco-romaines de Cyrène (NDLR : qui a donné son nom à la Province de Cyrénaïque)*", explique-t-il. Eugène Antoniotti a poursuivi son aventure sur place jusqu'à fournir du vin sans alcool aux directeurs français des cinq plus grands hôtels de la capitale. "*Puis, vu la facilité de 'monter' un business, nous avons acheté un restaurant à Tripoli, le 'Old City'*". La guerre est alors venue mettre fin aux rêves libyens des deux cousins.

Un héritage culturel antique en danger absolu



Les sols libyens sont à 90% arides, d'où l'importance d'une bonne irrigation (photo : FAO)

Les richesses archéologiques libyennes portent cependant les stigmates des deux guerres civiles successives. Comme l'ont révélé les conclusions d'un atelier organisé début avril 2021 à Bani Walid (près de Misrata au Nord-Ouest du pays) par cinq spécialistes libyens du Département d'archéologie et de l'Institut national d'archives et d'études historiques de Tripoli, "les trésors et l'héritage culturel de la Libye antique et islamique sont en danger absolu et ils ont fait l'objet de pillages, vandalisme, sabotage et de démolition purement et simplement pour des raisons religieuses, culturelles et criminelles. Et quelques fois par ignorance et

négligence."

Mohamed Fakhri Elkreksi, qui rapporte ces conclusions à econostrum.info, précise que *"les musées de Nalout, Bani Walid et de Cyrène ont subi les mêmes dégâts."* Selon cet ancien directeur du département de la coopération économique multilatérale du ministère libyen des Affaires étrangères (2000-2007) et membre de la mission libyenne auprès de l'Onu (2007-2012), *"le crime le plus odieux a été la pulvérisation de peinture sur l'art rupestre du site de l'Akakus dans le désert du Sahara par le chauffeur d'une agence italienne de tourisme voulant se venger de son renvoi. Il a été condamné à seulement six mois de prison, car de tels crimes ne sont pas considérés par la loi comme graves et relevant du pénal. C'est d'ailleurs un sujet de débat actuellement au sein de la communauté des archéologues."*

Il s'avoue donc peu confiant sur un retour prochain du tourisme. *"Ce secteur est désorganisé, sans infrastructures d'accueil et de transport. La situation s'est aggravée depuis 2011 avec l'insécurité : pillages dans les centres d'intérêt culturel, zones d'activités criminelles comme l'exploitation de mines d'or à ciel ouvert aux frontières sud avec Tchad et Niger, sans oublier les passeurs d'immigrés clandestins. Personnellement, je ne crois pas à une reprise à court terme du tourisme vu la vulnérabilité de l'État libyen, la dégradation généralisée de l'infrastructure routière, des structures d'accueil et d'hébergements ainsi que l'importance des pillages de trésors avec la complicité de certains pays et gouvernements étrangers."* Pour l'ancien diplomate libyen, *"le rétablissement de l'autorité de l'État, un retour urgent de la sécurité et des actions pour limiter la vulnérabilité d'une partie de la population dans les zones privées de services publics de base, avec les concours de pays directement impliqués dans la crise libyenne, demeurent des préalables à toute reprise du tourisme."*

La Tunisie en appui du développement du tourisme de santé en Libye

Début avril 2021, lors d'une conférence à Djerba consacrée au sujet, la Tunisie et la Libye ont signé plusieurs accords de partenariat dans le domaine du tourisme de santé, notamment dans les zones maritimes. Un préalable au lancement d'une série d'initiatives de coopération bilatérale pour *"tirer parti des grands potentiels disponibles dans les deux pays frères"*, indiquait Lotfi Al-Khoulaifi, directeur exécutif de cet événement.

En 2017 déjà, une étude publiée sur la plate-forme HAL-SHS (archives ouvertes en Sciences de l'homme et de la société) soulignait que *"le tourisme de santé pourrait contribuer au développement économique du pays et participer pleinement à une perspective de développement durable, du fait qu'il comporte moins d'effets négatifs sur l'environnement et la population"*. Son auteur, Khaled Abdalla, voyait dans cette activité, *"l'une des alternatives les*

plus importantes qui permettrait de diversifier les ressources financières à court et moyen terme en enrichissant progressivement l'économie du pays à long terme".

L'agro-alimentaire pour nourrir la diversification

Alain Chouet cite également parmi les pistes de diversification "*le développement de l'agro-alimentaire.*" Selon le World Factbook de la CIA, l'agriculture n'entrait que pour 1,3% dans la composition du PIB libyen en 2017. Elle était néanmoins le deuxième secteur le plus important de cette économie, après le pétrole.

Projet voulu par Mouammar Kadhafi, la Grande rivière artificielle, déjà évoquée et dont les diverses phases ont été inaugurées de septembre 1989 à septembre 2007, permet aujourd'hui à l'eau d'alimenter toute la Libye. Ironie de l'histoire, les nappes aquifères ont été découvertes sous le désert libyen, dans le Bassin de Nubie, lors d'explorations pétrolières. Retour à l'envoyeur, cette eau puisée par des pompes solaires, pourrait accompagner demain la diversification en irriguant les terres agricoles, sans utiliser la précieuse huile. C'est grâce à cet immense projet que la Libye a "*commencé à développer une production agricole susceptible de la conduire à l'autosuffisance (blé, fruits, légumes)*", [rappelle Christian Graeff](#), ancien ambassadeur de France à Tripoli de 1982 à 1985.

Pommes de terre, pastèques, tomates, oignons, olives, céréales, agrumes... parsemaient le 3% de superficies du pays occupées par des terres cultivables avant le conflit. Les terres fertiles se trouvent principalement au Nord et sur le littoral méditerranéen. Mais la Libye continuait néanmoins d'importer la plupart de ses aliments, sa production nationale n'apportant que 25% de la demande nécessaire. Pour favoriser les vocations, le Guide offrait gratuitement à tout Libyen possédant une terre et désirant la faire fructifier un soutien en machines et semences ainsi que des conseils pour bien la cultiver.

Si la Grande rivière artificielle pourra de nouveau, une fois les cicatrices de la guerre réparées, irriguer un maximum de terre (94% des sols sont arides dans le pays), les nouvelles technologies trouveraient ici un beau terrain d'expansion. À l'exemple de l'agriculture hydroponique (culture sur substrat neutre comme le sable et irrigué par une solution apportant les sels minéraux et nutriments) testée depuis peu à al-Qouwea, dans les faubourgs de Tripoli.